

LOI ÉLECTORALE

modifiée du 18 février 2003

PÉNALITÉS

Extrait du texte

Art. 94.– Quiconque, pour se faire inscrire sur une liste d’électeurs, a produit des actes qu’il savait être simulés, est puni d’une amende de 251 à 2.000 euros.

Est puni de la même peine celui qui a pratiqué les mêmes manoeuvres dans le but de faire inscrire un citoyen sur les listes ou de l’en faire rayer.

Toutefois, la poursuite ne peut avoir lieu que dans le cas où la demande d’inscription ou de radiation a été rejetée par une décision devenue définitive et motivée sur des faits impliquant la fraude.

La décision de cette nature rendue par les colléges des bourgmestre et échevins ainsi que les pièces et les renseignements y relatifs, sont transmis au procureur d’Etat, qui peut aussi les réclamer d’office.

La poursuite est prescrite après une année révolue à partir de la décision.

Art. 95.– Est puni d’une amende de 500 à 5.000 euros celui qui, sous prétexte d’indemnité de voyage ou de séjour, a donné, offert ou promis aux électeurs une somme d’argent ou des valeurs ou avantages quelconques.

La même peine est appliquée à ceux qui, à l’occasion d’une élection, ont donné, offert ou promis aux électeurs des comestibles ou des boissons.

La même peine est appliquée à l’électeur qui a accepté les dons, offres ou promesses.

Est encore puni de la même peine quiconque, en tout temps et dans un but électoral, a visité ou fait visiter à domicile un ou plusieurs électeurs.

Art. 96.– Est puni d’une amende de 500 à 5.000 euros quiconque a, directement ou indirectement, même sous forme de pari, donné, offert ou promis, soit de l’argent, soit des valeurs ou avantages quelconques, sous la condition d’obtenir en sa faveur ou en faveur d’un tiers un suffrage, l’abstention de voter ou la remise d’un bulletin de vote nul.

Sont punies des mêmes peines les personnes qui ont accepté les dons, offres ou promesses.

Art. 97.– Est puni d’une amende de 251 à 2.000 euros et d’un emprisonnement de huit jours à un mois ou de l’une de ces peines seulement, quiconque, pour déterminer un électeur à s’abstenir de voter ou à remettre un bulletin de vote nul, ou pour influencer son vote ou pour l’empêcher ou lui défendre de se porter candidat, a usé à son égard de voies de fait, de violences ou de menaces, ou lui a fait craindre de perdre son emploi ou d’exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune.

Art. 98.– Quiconque a engagé, réuni ou aposté des individus, même non armés, dans le but d’intimider les électeurs ou de troubler l’ordre, est puni d’un emprisonnement de quinze jours à un mois et d’une amende de 251 à 5.000 euros.

Ceux qui, connaissant le but de bandes ou groupes ainsi organisés, en ont fait partie, sont punis d’un emprisonnement de huit jours à quinze jours et d’une amende de 251 à 2.000 euros.

Art. 99.– Les personnes qui, de l’une des manières expliquées aux articles 97 et 98 de la présente loi, ont empêché un ou plusieurs citoyens d’exercer leurs droits politiques, sont punies d’un emprisonnement de quinze jours à un an et d’une amende de 251 à 10.000 euros.

Art. 100.– Dans les cas prévus par les articles 95 à 99 inclus qui précèdent, si le coupable est fonctionnaire public ou salarié par l’Etat ou s’il est ministre d’un culte rétribué par l’Etat, le maximum de la peine est prononcé, et l’emprisonnement et l’amende peuvent être portés au double.

Art. 101.– Toute irruption dans un collége électoral, consommée ou tentée avec violence, en vue d’entraver les opérations électorales, est punie d’un emprisonnement de trois mois à deux ans et d’une amende de 500 à 15.000 euros.

Si le scrutin a été violé, le maximum de ces peines est prononcé et elles peuvent être portées au double.

Si les coupables étaient porteurs d’armes, ils sont condamnés dans le premier cas à un emprisonnement d’un an à trois ans et à une amende de 5.000 à 15.000 euros, et dans le second cas à la réclusion de 5 à 10 ans et à une amende de 5.000 à 15.000 euros.

Art. 102.– Si ces faits ont été commis par des bandes ou des groupes organisés comme il est dit en l’article 98, les personnes qui ont engagé, réuni ou aposté les individus qui en ont fait partie, sont punies d’un emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de 1.000 à 10.000 euros.

Art. 103.– Sont punies d’une amende de 500 à 5.000 euros, les personnes qui ont résisté à l’ordre d’expulsion rendu contre elles dans le cas de l’article 85 de la présente loi ou sont rentrées dans le local qu’elles avaient été obligées d’évacuer.

La même peine est prononcée contre les électeurs qui, en vertu de l’article 86 de la présente loi, ont été expulsés du local où se fait l’élection.

Art. 104.– Quiconque, pendant la réunion d’un collége électoral, s’est rendu coupable d’outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l’un de ses membres, soit envers l’un des témoins, est puni d’un emprisonnement de quinze jours à un an et d’une amende de 1.000 à 10.000 euros.

Art. 105.– Sont punis des peines prévues par l’article précédent les membres d’un collége électoral qui, pendant la réunion, ont retardé ou empêché les opérations électorales.

Art. 106.– Si dans le cas des deux articles qui précèdent, le scrutin a été violé, le maximum de ces peines est prononcé et elles peuvent être portées au double.

Si les coupables étaient porteurs d’armes, ils sont condamnés à un emprisonnement d’un an à trois ans, si le scrutin n’a pas été violé, et à la réclusion de 5 à 10 ans et à une amende de 5.000 à 15.000 euros, s’il y a eu violation de scrutin.

Art. 107.– Est puni d’un emprisonnement d’un mois à deux ans et de l’interdiction des droits de vote et d’éligibilité pendant trois ans au moins et six ans au plus, le fonctionnaire qui, ayant reçu, conformément à l’article 24 de la présente loi, une réclamation contre une élection communale, a antidaté le récépissé constatant cette remise.

Art. 108.– Tout président, assesseur ou secrétaire d’un bureau et tout témoin de candidats qui a révélé le secret d’un ou de plusieurs votes, est puni d’une amende de 5.000 à 15.000 euros.

Art. 109.– Est puni d’un emprisonnement de trois mois à deux ans et d’une amende de 500 à 15.000 euros, quiconque a contrefait un bulletin électoral ou a fait usage d’un bulletin contrefait.

Est puni des mêmes peines, tout membre d’un bureau, ou tout témoin de candidat, qui, lors du vote ou du dépouillement du scrutin, est surpris altérant frauduleusement, pour les rendre nuls, soustrayant ou ajoutant des bulletins ou des suffrages, ou indiquant sciemment un nombre de bulletins ou de votes inférieur ou supérieur au nombre réel de ceux qu’il est chargé de compter. Les faits sont immédiatement mentionnés au procès-verbal.

Art. 110.– Est puni d’un emprisonnement d’un mois à un an et d’une amende de 251 à 10.000 euros, quiconque a apposé la signature d’autrui sur les actes de déclaration ou d’acceptation de candidature, de présentation de candidats ou de désignation de témoins.

Sont punis des mêmes peines celui qui a voté ou s’est présenté pour voter sous le nom d’un autre électeur et celui qui, d’une manière quelconque, a distrait ou retenu un ou plusieurs bulletins officiels de vote.

Art. 111.– L’électeur, qui, contrairement aux dispositions des articles 135, alinéa 4 et 230, alinéa 1er de la présente loi, a signé plus d’un acte de présentation pour la même élection, est passible d’une amende de 251 à 5.000 euros.

Art. 112.– Sans préjudice de l’application de l’article 12 du Code pénal, l’interdiction du droit de vote et d’éligibilité est prononcée contre les personnes qui ont contrevenu aux articles 96, 97, 98, 99, 101, 102, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110 de la présente loi.

Art. 113.– Est puni d’une amende de 251 à 2.000 euros et d’un emprisonnement de huit jours à quinze jours, quiconque a voté dans un collége électoral en violation de l’article 6 de la présente loi.

Est punie de la même peine toute personne qui a profité d’une inscription multiple pour voter plus d’une fois.

Art. 114.– Sont punis d’une amende de 251 à 500 euros les citoyens qui, invités conformément aux dispositions de la présente loi à remplir au jour de l’élection les fonctions de membre du bureau pour lesquelles ils sont désignés, n’ont pas fait connaître, dans les quarante-huit heures, leurs motifs d’empêchement à celui dont l’invitation émane, ou qui, après avoir accepté ces fonctions, ou ayant été désignés d’office par la loi, se sont abstenus sans cause légitime de se présenter pour les remplir.

Est puni des mêmes peines le membre du bureau qui refuse, sans cause légitime, de continuer à concourir aux opérations électorales jusqu’à la clôture définitive des procès-verbaux.

Est puni d’une amende de 500 à 15.000 euros et d’un emprisonnement d’un mois à deux ans quiconque s’est porté candidat aux élections sachant qu’il ne réunit pas les conditions d’éligibilité prescrites par les articles 127 et 128, 192 et 193, 285 et 286 de la présente loi.

Art. 115.– Les témoins dans les contestations électorales qui refuseraient de comparaître ou de déposer, ou qui rendraient un témoignage faux, sont passibles des peines portées contre les témoins en matière correctionnelle.

Sont de même punis, conformément aux dispositions du Code pénal relatives à la subornation de témoins en matière correctionnelle, les personnes qui ont suborné des témoins entendus dans lesdites contestations.

Les peines contre les témoins défaillants sont appliquées par le tribunal ou le magistrat délégué qui procède à l’enquête.

Art. 116.– L’action publique résultant des infractions prévues par la présente loi est prescrite après une année révolue à partir du jour où les crimes et délits ont été commis, sans préjudice de ce qui est statué par l’article 94 de la présente loi.

WAHLGESETZ

vom 18. Februar 2003

STRAFBESTIMMUNGEN

Auszug aus dem Text

Art. 94. Wer, um in die Wählerliste eingetragen zu werden, Urkunden beibringt, von denen er weiß, daß es Scheinurkunden sind wird mit einer Buße von 251 bis 2.000 Euro bestraft.

Zu derselben Geldstrafe wird verurteilt, wer dieselben Kunstgriffe anwendet, um einen andern in die Listen einschreiben oder aus denselben streichen zu lassen.

Jedoch kann die gerichtliche Verfolgung nur in dem Falle eintreten, wo durch eine endgültig gewordene und auf Tatsachen, welche den Betrug voraussetzen lassen, gegründete Entscheidung das Gesuch um Einschreibung oder Streichung verworfen worden ist.

Die von den Schöffenkollegien erlassene Entscheidung dieser Art, sowie die auf dieselben bezüglichen Schriftstücke und Erhebungen werden dem Staatsanwalt übermacht, welcher dieselben auch von Amts wegen fordern kann.

Nach Ablauf von einem Jahr, vom Tage der Entscheidung an, ist die Verfolgung verjährt.

Art. 95. Mit einer Geldstrafe von 500 bis 5.000 Euro wird bestraft, wer unter dem Vorwand einer Reise- oder Aufenthaltsentschädigung den Wählern eine Summe Geld oder sonstwelche Werte oder Vorteile gibt, anbietet oder verspricht.

Derselben Strafe verfallen diejenigen, die anlässlich einer Wahl den Wählern Eßwaren oder Getränke gegeben, angeboten oder versprochen haben.

Dieselbe Strafe trifft ebenfalls denjenigen Wähler, der die Geschenke, Anerbieten oder Versprechen angenommen hat.

Dieselbe Strafe trifft denjenigen, der zu irgendwelcher Zeit und zu Wahlzwecken einen oder mehrere Wähler in ihren Wohnungen besucht oder besuchen läßt.

Art. 96. Mit einer Geldstrafe von 500 bis 5.000 Euro wird bestraft, wer unter der Bedingung, für sich oder zu Gunsten eines Dritten eine Stimme zu erhalten oder die Enthaltung von der Abstimmung oder die Abgabe eines ungültigen Stimmzettels zu erwirken, direkt oder indirekt, selbst in Gestalt einer Wette, entweder Geld oder andere Wertsachen oder Vorteile gegeben, angeboten oder versprochen hat.

Derselben Strafe verfallen diejenigen, welche diese Geschenke, Anerbieten oder Versprechen angenommen haben.

Art. 97. Zu einer Geldstrafe von 251 bis 2.000 Euro und acht Tagen bis zu einem Monat Gefängnis oder bloß zu einer dieser Strafen wird derjenige verurteilt, der, um einen Wähler zu veranlassen, sich der Abstimmung zu enthalten oder einen ungültigen Wahlzettel abzugeben, oder um sein Votum zu beeinflussen, oder aber, um den Wähler zu verhindern oder ihn zu verbieten, seine Kandidatur aufzustellen, demselben gegenüber zu Tätlichkeiten, Gewalt oder Drohungen schreitet oder ihn den Verlust seiner Stellung oder einen Nachteil für seine Person, seine Familie oder sein Vermögen befürchten läßt.

Art. 98. Wer Personen, selbst solche, die nicht bewaffnet sind, anwirbt, versammelt oder aufstellt, in der Absicht, die Wähler einzuschüchtern oder die Ordnung zu stören, wird mit Gefängnis von fünfzehn Tagen bis zu einem Monat und mit einer Geldstrafe von 251 bis 5.000 Euro bestraft.

Wer von dem Zweck, zu dem solche Banden oder Gruppen gebildet wurden, Kenntnis hatte und sich an denselben beteiligt hat, wird mit acht bis fünfzehn Tagen Gefängnis und mit einer Geldstrafe von 251 bis 2.000 Euro bestraft.

Art. 99. Wer einen oder mehrere Bürger in einer in der in Artikel 97 und 98 angegebenen Weise in der Ausübung der politischen Rechte hindert, wird mit fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr Gefängnis und mit einer Geldstrafe von 251 bis 10.000 Euro bestraft.

Art. 100. In den durch Artikel 95 bis 99 einschließlich vorgesehenen Fällen wird die Höchststrafe ausgesprochen und können die Gefängnis- und Geldstrafen verdoppelt werden, wenn der Schuldige öffentlicher oder vom Staate besoldeter Beamte oder vom Staate besoldeter Kultusdiener ist.

Art. 101. Jedes in der Absicht das Wahlgeschäft zu stören mit Gewalttätigkeiten vollbrachte oder versuchte Eindringen in ein Wahlkollegium wird mit drei Monaten bis zu zwei Jahren Gefängnis und mit einer Geldstrafe von 500 bis 15.000 Euro bestraft.

Bei gewalttätiger Störung der Abstimmung wird der Höchstbetrag der vorstehenden Strafen zuerkannt und können dieselben verdoppelt werden.

Haben die Schuldigen Waffen bei sich geführt, so werden sie im ersten Falle zu Gefängnis von einem Jahr bis zu drei Jahren und zu einer Geldstrafe von 5.000 bis 15.000 Euro, und im zweiten Falle zu Zuchthaus von 5 bis 10 Jahren und zu einer Geldstrafe von 5.000 bis 15.000 Euro verurteilt.

Art. 102. Wenn diese Handlungen von Banden oder Gruppen begangen worden sind, die so gebildet wurden, wie in Artikel 98 näher bestimmt ist, so werden diejenigen, welche die Mitglieder derselben angeworben, vereinnigt oder aufgestellt haben, mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 1.000 bis 10.000 Euro bestraft.

Art. 103. Mit einer Geldstrafe von 500 bis 5.000 Euro werden diejenigen bestraft, welche dem im Falle des Artikels 85 dieses Gesetzes gegen sie erlassenen Ausweisungsbefehl sich widersetzt haben oder in das Lokal, welches sie zu verlassen genötigt worden waren, wieder eingetreten sind.

Dieselbe Strafe wird über die Wähler verhängt, welche kraft Artikel 86 dieses Gesetzes aus dem Wahllokal ausgewiesen worden sind.

Art. 104. Wer während der Versammlung eines Wahlkollegiums sich Beleidigungen oder Gewalttätigkeiten entweder dem Büro oder einem Mitglied des Büros oder Zeugen gegenüber hat zu Schulden kommen lassen, wird mit fünfzehn Tagen bis zu einem Jahr Gefängnis und einer Geldstrafe von 1.000 bis 10.000 Euro bestraft.

Art. 105. Mit dem im vorhergehenden Artikel vorgesehenen Strafen werden die Mitglieder eines Wahlkollegiums, die während der Versammlung das Wahlgeschäft aufgehalten oder verhindert haben, belegt.

Art. 106. Wenn in den durch die beiden vorhergehenden Artikel vorgesehenen Fällen die Abstimmung gewalttätig gestört worden ist, werden die Höchststrafen in Anwendung gebracht und können diese verdoppelt werden.

Haben die Schuldigen Waffen bei sich geführt, so werden sie zu einem Jahr bis zu drei Jahren Gefängnis verurteilt, wenn die Abstimmung nicht gewalttätig gestört worden ist, und zu Zuchthaus von 5 bis 10 Jahren und einer Geldstrafe von 5.000 bis 15.000 Euro, falls eine gewalttätige Störung der Abstimmung vorliegt.

Art. 107. Mit einem Monat bis zu zwei Jahren Gefängnis und der Entziehung des Stimmrechtes und der Wählbarkeit auf mindestens drei und höchstens sechs Jahre wird der Beamte bestraft, der gemäß Artikel 24 dieses Gesetzes einen Einspruch gegen eine Gemeindevahl in Empfang genommen und eine antidiatierte Bescheinigung darüber ausgestellt hat.

Art. 108. Jeder Präsident, Beisitzer oder Sekretär eines Büros und jeder Zeuge eines Kandidaten, der eine oder mehrere Stimmen offenbart hat, wird mit einer Geldstrafe von 5.000 bis 15.000 Euro bestraft.

Art. 109. Wer einen Wahlzettel nachgemacht oder von einem nachgemachten Wahlzettel Gebrauch gemacht hat, wird mit drei Monaten bis zu zwei Jahren Gefängnis und einer Geldstrafe von 500 bis 15.000 Euro bestraft.

Derselben Strafe verfällt jedes Mitglied eines Büros, oder jeder Zeuge eines Kandidaten, der bei der Abstimmung oder Stimmenzählung darüber errappt wird, daß er Zettel oder Stimmen betrügerischer Weise verändert, in der Absicht, sie ungültig zu machen oder beiseite schafft oder hinzufügt, oder wesentlich eine höhere oder niedrigere Zahl von Zetteln oder Stimmen angibt, als die wirkliche Zahl derjenigen, mit deren Zählung er beauftragt ist. Diese Vorfälle werden sofort im Protokoll erwähnt.

Art. 110. Mit Gefängnis von einem Monat bis zu einem Jahr und mit einer Geldstrafe von 251 bis 10.000 Euro wird bestraft, wer die Unterschrift eines andern in den Aktenstücken betreffend Kandidatenerklärung, Kandidaturannahme, Kandidatenvorschlag und Zeugenbezeichnung einträgt.

Derselben Strafe verfällt, wer beim Namensaufruf eines Wählers im Namen des letzten gestimmt oder in der Absicht, in dessen Namen zu stimmen, vortritt, – und wer irgendwie einen oder mehrere amtliche Wahlzettel entwendet oder zurückbehält.

Art. 111. Mit einer Geldstrafe von 251 bis 5.000 Euro wird bestraft, wer als Wähler in Zuwiderhandlung der Bestimmungen der Artikel 135 Abschnitt 4 und 230 Abschnitt 1 dieses Gesetzes für dieselbe Wahl mehr als eine Präsentationsliste gezeichnet hat.

Art. 112. Unbeschadet der Anwendung von Artikel 12 des Strafgesetzbuches, wird die Entziehung des Wahlrechtes und der Wählbarkeit gegen diejenigen ausgesprochen, welche den Artikeln 96, 97, 98, 99, 101, 102, 104, 105, 106, 107, 108, 109 und 110 dieses Gesetzes zuwider gehandelt haben.

Art. 113. Mit einer Geldstrafe von 251 bis 2.000 Euro und mit Gefängnis von acht bis fünfzehn Tagen wird bestraft, wer Artikel 6 dieses Gesetzes zuwider in einem Wahlkollegium seine Stimme abgegeben hat.

Wird mit der gleichen Strafe jeder belegt, der von einer mehrfachen Eintragung profitierte, um mehr als einmal wählen zu können.

Art. 114. Mit einer Geldstrafe von 251 bis 500 Euro werden diejenigen bestraft, die gemäß den Bestimmungen dieses Gesetzes aufgefordert worden sind, am Wahltag das Amt eines Büromitgliedes, für das sie bezeichnet sind, auszuüben, es jedoch unterlassen haben, innerhalb achtundvierzig Stunden demjenigen ihre Verhinderungsgründe anzugeben, von dem die Aufforderung ausgeht, sowie diejenigen, die, nachdem sie dieses Amt angenommen haben oder von Amtswegen dazu bezeichnet worden sind, sich ohne hinreichenden Grund enthalten haben, sich zur Ausübung desselben einzustellen.

Derselben Strafe verfällt das Büromitglied, das ohne rechtmäßigen Grund sich weigert, bis zum endgültigen Abschluß der Protokolle am Wahlgeschäft teilzunehmen.

Mit einer Geldstrafe von 500 bis 15.000 Euro und mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis zu zwei Jahren wird bestraft, wer seine Kandidatur für die Wahlen aufgestellt hat, obschon es ihm bekannt war, daß er die durch Artikel 127 und 128, 192 und 193, 285 und 286 dieses Gesetzes vorgeschriebenen Wählbarkeitsbedingungen nicht erfüllt.

Art. 115. Zeugen, die bei Wahlbeanstandungen nicht erscheinen oder Zeugnis abzulegen sich weigern, oder sich fälscher Aussagen schuldig machen, verfallen den Strafbestimmungen, die in Zuchtpolizeisachen über Zeugen verhängt werden.

Ebenso werden gemäß den auf die Zeugenverführung in Zuchtpolizeisachen bezüglichen Bestimmungen des Strafgesetzbuches diejenigen bestraft, die in besagten Beanstandungen vernommene Zeugen verführt haben.

Die über nicht erscheinende Zeugen zu verhängenden Strafen werden vom Gerichte oder dem mit der Untersuchung betrauten Richter ausgesprochen.

Art. 116. Das Strafverfahren wegen der durch dieses Gesetz vorgesehenen Vergehen verjährt nach Ablauf von einem Jahr von dem Tage an wo die Verbrechen und Vergehen verübt worden sind, unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 94 dieses Gesetzes.